

Ecole à la maison: enquête ouverte après les cyberattaques contre le Cned, toujours des bugs

Paris, 7 avr. 2021 (AFP) -

Deux jours après le début des cours à distance pour plus de 12 millions d'élèves, le parquet de Paris a annoncé l'ouverture d'une enquête sur une série d'attaques informatiques contre la plateforme du Cned, alors que le télé-enseignement a encore souffert de ratés mercredi.

Les cours à la maison ont été généralisés cette semaine, de la fermeture des établissements scolaires vendredi soir jusqu'aux vacances de printemps, unifiées à partir du 12 avril. Avant une rentrée programmée le 26 avril, en présentiel dans les écoles maternelles et primaires et en distanciel pendant une semaine supplémentaire dans les collèges et lycées.

Tout devait "être prêt", avait promis le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer. Mais comme l'an dernier, le télé-enseignement connaît des "bugs" liés à des serveurs défaillants et des attaques informatiques.

Face à ces attaques apparues mardi, le Cned (Centre national d'enseignement à distance) a évoqué des "actes délibérés de malveillance".

La section cybercriminalité du parquet de Paris a annoncé mercredi s'être saisie du dossier. Confiée à l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLTIC), son enquête a été ouverte pour "accès frauduleux à un système de traitement automatisé" et "entrave au fonctionnement" d'un tel système.

Mardi matin, M. Blanquer avait évoqué une "très forte attaque informatique venue de l'étranger", sans plus de précision sur son origine. "Nous continuons à travailler sur cette origine", a dit mercredi le ministère, sollicité par l'AFP.

Le Cned a par ailleurs expliqué avoir transmis "l'ensemble des éléments techniques liés à ces cyberattaques" à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi).

- Ralentissements -

Contacté, un représentant de l'Anssi a confirmé que ses équipes suivaient "la situation" et qu'elles échangeaient avec celles du Cned "pour déterminer les meilleures mesures à prendre pour atténuer les effets de ces attaques".

De son côté, le ministère de l'Education nationale a fait état auprès de l'AFP d'une "nouvelle attaque survenue dans la nuit de mardi à mercredi" sur la plateforme du Cned, qui a "de nouveau créé des ralentissements mercredi matin". Il a cependant assuré que "globalement, cela fonctionne".

En outre, l'afflux de connexions cause depuis mardi d'importantes difficultés d'accès à un autre outil pédagogique numérique de l'enseignement scolaire, les ENT (environnements numériques de travail), gérés par les collectivités locales.

Au Sénat mercredi après-midi, Jean-Michel Blanquer a tenté de dédouaner son administration pour ces dysfonctionnements. "Ce qui n'a pas marché, ce sont les tuyaux" dont la compétence "relève des régions et des départements", a-t-il dit.

Les collectivités avaient assuré "être prêtes la semaine dernière", selon lui. "On constate, et je le déplore, que certains opérateurs n'ont pas la compétence technique pour suivre".

Raillé pour avoir fait état d'une attaque russe sur le site du Cned, le ministre a rétorqué que "tous les pays du monde sont menacés par ce type de cyberattaques". Il a enfin assuré avoir "bon espoir" que les sites se rétablissent entre "aujourd'hui" et "après-demain".

- Nouvelles inscriptions -

Mercredi en fin de matinée, des syndicats observaient "de grosses difficultés à se connecter sur le site de continuité pédagogique +Ma Classe à la Maison+", qui dépend du Cned.

"C'est d'autant plus inquiétant, car nous sommes mercredi et que ce jour de la semaine est censé occasionner moins de connexions que les autres jours", a indiqué Guislaine David, la secrétaire générale du Snuipp-FSU.

Autre crainte, soulevée par la secrétaire générale adjointe du Snes-FSU, Sophie Vénétitay : "On va perdre des





PAYS :France
SURFACE :110 %
PERIODICITE :Quotidien



► 7 avril 2021 - Edition Fil Gen

élèves qu'on aurait pu facilement garder avec un système efficace".

Pour les ENT "des cinq régions (Hauts-de-France, Île-de-France, Grand Est, Nouvelle Aquitaine et Occitanie) ayant connu hier (mardi) des blocages et des temps d'inaccessibilité, leur utilisation est à nouveau possible", a affirmé le ministère dans un communiqué.

Il a en revanche relevé "des ralentissements en région Île-de-France et en région Grand Est". Des "désagréments" qui, selon lui, "sont en cours de résolution".

Malgré les problèmes, 155.345 classes virtuelles ont été organisées mardi sans dysfonctionnement et près de 419.000 comptes "Ma Classe à la maison" ont été créés, a tenu à préciser le Cned mercredi soir.

Mercredi, plus de 150.000 nouveaux comptes ont encore été créés (pour un total de désormais à 2,8 millions d'inscrits), 1,3 million de connexions enregistrées et 827.823 élèves et enseignants ont participé à une classe virtuelle, selon le Cned.

asm-bl-ito/pa/cbn

Afp le 07 avr. 21 à 20 30.

